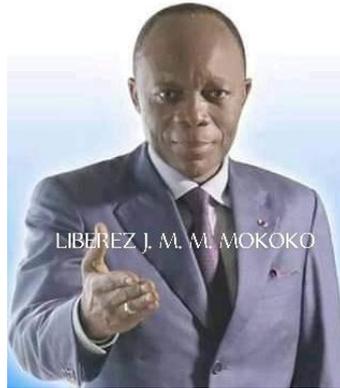


L'IMPÉRATIF DE RÉCONCILIATION NATIONALE À L'ÉPREUVE DES FAITS

Fédération de l'Opposition Congolaise (FOC) CG
Composante Jean Marie Michel MOKOKO (CJ3M).



Bulletin No 6 juillet-août 2023

Dans une Nation fracturée 63 années d'indépendance durant, par des luttes fratricides pour le contrôle du pouvoir, avec un État en déliquescence, Félicité MASSAMBA-DEBAT, l'une des filles du deuxième Président de la République du Congo, Alphonse MASSAMBA-DEBAT, a été sauvagement assassinée à la machette, dans la nuit du 13 au 14 juin 2023, au domicile familial, sis au quartier Total à Bacongo, Brazzaville.

Cet acte odieux illustre la banalisation de la criminalité dans une société congolaise en proie à une violence récurrente et croissante. Au-delà de la résignation des populations, ce drame qui frappe une fois de plus cette famille, 46 ans après l'assassinat tout aussi barbare de son père, marquera à jamais la conscience collective nationale.

En effet, l'assassinat du Président Alphonse MASSAMBA-DEBAT le 23 mars 1977, soit cinq jours après celui du Président Marien NGOUABI, le 18 mars, et deux jours avant celui du Cardinal Émile BIAYENDA, le 25 mars de la même année, a été exécuté sur ordre de la junte du Comité Militaire du Parti (CMP). Ce régime aux méthodes expéditives, constitué à la hâte, quelques heures seulement après la mort du Président en exercice, était présidé par un certain commandant Denis SASSOU NGUESSO, à l'époque, ministre de la Défense et de la Sécurité. Outre les trois personnalités de premier ordre citées, plusieurs personnes furent victimes d'exécutions sommaires.

Au nom de son leader embastillé depuis plus de sept ans à la sinistre maison d'arrêt de Brazzaville, la Composante Jean Marie Michel MOKOKO (CJ3M), plateforme membre de la Fédération de l'Opposition Congolaise (FOC), présente ses condoléances et exprime sa compassion aux enfants et à la famille de l'ancien Chef d'État, dont il sied de souligner le bilan le plus éloquent des réalisations aux plans économique et social en cinq ans de règne de 1963 à 1968, comparativement aux cinq autres Présidents de la République qui se sont succédés au pouvoir en 63 ans d'indépendance.

Avec l'assassinat de Félicité MASSAMBA-DEBAT, dans des conditions aussi cruelles que celui de son père, la tragédie qui s'acharne sur cette famille, marquera à jamais la conscience collective nationale. D'autant plus que des quatre hautes personnalités assassinées en ce mois de mars 1977 (Marien NGOUABI, Émile BIAYENDA, Luc KIMBOUALA-KAYA), seul le corps de Alphonse MASSAMBA-DEBAT a fait l'objet d'une dissimulation délibérée jusqu'à ce jour, alors que ses bourreaux et leurs commanditaires sont bien connus des autorités politiques actuellement au pouvoir au Congo.

A la différence du corps de Patrice Emery LUMUMBA, découpé puis dissout dans des fûts d'acide sulfurique, d'après des révélations faites par ses bourreaux des décennies plus tard, celui massacré d'Alphonse MASSAMBA-DEBAT connaît encore un " mystérieux " sort dont seuls ses bourreaux connaissent le secret.

Cette dissimulation du corps de l'ancien Chef d'État congolais, explique la non-exécution de l'acte de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) de 1991, qui recommande la restitution des restes mortels à la famille et l'organisation en son honneur par le Gouvernement, d'obsèques nationales, à l'instar des Présidents François TOMBALBAYE et Thomas SANKARA, respectivement assassinés au Tchad et au Burkina Faso.

Tel un couteau dans la plaie, l'ignoble assassinat de Félicité MASSAMBA-DEBAT, rappelle tristement, la nature foncièrement violente du système politique mis en œuvre dans notre pays, depuis plus d'un demi-siècle de règne sans partage du Parti Congolais du Travail PCT.

En effet, l'assassinat crapuleux, après avoir été des décennies durant, un moyen de règlement de comptes ou d'élimination d'adversaires, circonscrit à l'unique sphère du pouvoir politique, est désormais banalisé, pour atteindre les ordinaires citoyens régulièrement massacrés à l'arme blanche ou à la kalachnikov, à domicile, en toute impunité par des bandes organisées de criminels, pourtant bien connues des services de sécurité.

Dans l'indifférence totale des autorités politiques, policières et judiciaires, ces bandes organisées de criminels, planifient leurs opérations et opèrent nuitamment, mais aussi en plein jour, en toute tranquillité dans certains quartiers des grandes villes, terrorisant des citoyens désemparés.

Ainsi, il ne se passe pas une semaine, ou au plus un mois, sans que soient annoncées et publiées dans les réseaux sociaux, des images macabres de familles entièrement massacrées en plein sommeil à leurs domiciles à Brazzaville ou à Pointe-Noire.

Malheureusement, rares sont les crimes perpétrés contre des paisibles citoyens, qui ont fait l'objet de sérieuses enquêtes policières, de poursuites judiciaires ou de débats suivis d'enquêtes parlementaires.

Le Gouvernement, constitutionnellement garant de la sécurité des personnes et des biens, affiche délibérément une passivité et une indifférence déconcertantes face à des crimes aussi graves qui défraient pourtant les chroniques des réseaux sociaux, faute de relai conséquent dans les médias locaux sous contrôle.

Pendant que les bandes organisées de criminels terrorisent les citoyens partout, les services de sécurité et les magistrats aux ordres du pouvoir politique, fanatisés et motivés, sont d'avantage mobilisés et occupés à la surveillance des faits, gestes et déclarations des vrais opposants politiques, quotidiennement traqués et jetés en prison à la première occasion.

Dans ce climat politique sous tension permanente, le pouvoir ne laisse comme alternatives aux opposants politiques que l'allégeance au pouvoir, la prison, l'exil ou au pire, la mort.

Et pourtant, le Président SASSOU NGUESSO, interrogé par un journaliste de la chaîne de télévision France 24 sur l'impérieuse nécessité de mesures d'apaisement dans son pays, a répondu par une véritable fuite en avant, en niant toutes formes de tensions au Congo.

Pour lui, les tensions relèvent des campagnes de déstabilisation menées par les médias français contre son pouvoir. Pour la CJ3M et pour tout observateur indépendant, le Président SASSOU NGUESSO, essentiellement préoccupé par la conservation du pouvoir, quoi qu'il en coûte, préfère dénier la réalité de la fracture sociale, véritable source des multiples tensions qui minent en profondeur la société congolaise.

Est-il besoin de lui rappeler que les tensions permanentes au Congo, tirent leurs sources :

- d'une part, dans des alternances au pouvoir, rythmées depuis l'indépendance par la violence, la succession des coups d'État et les changements de Constitutions (plus d'une quinzaine en 63 ans d'indépendance) ?

- et d'autre part dans la mauvaise gouvernance du pays ?

Ce déni de la part du Président de la République, des tensions générées par la fracture sociale dans le pays, est conforme à sa posture partisane de chef de parti, qui le met davantage au service de son clan familial, de son parti politique, le PCT, de ses courtisans et des lobbies affairistes congolais et étrangers. Et il n'est pas difficile de deviner les motivations de tout ce beau monde copieusement abreuvé par le pillage des recettes du pétrole et autres ressources minières et forestières. Tous, le Président de la République en tête, affichent le même déni des réalités quotidiennes, de la misère, la pauvreté et la précarité de plus de 80% des Congolais vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Ce déni de la part du Président de la République couplé au cynisme teinté d'arrogance fait déclarer récemment à son Premier Ministre, Anatole Collinet MAKOSSO, que leur régime conduira le Congo à l'émergence, non plus en 2025 comme promis, mais en 2030. Pour justifier cette dérobade, Monsieur MAKOSSO pousse sa rhétorique jusqu'à s'arroger le pouvoir de « défalquer » les récentes années de crises depuis 2015, comme si leurs différents gouvernements n'étaient pas comptables de ces crises, comme si le quotidien des Congolais était mis entre parenthèse pendant ces années de crise, et surtout comme si les Congolais avaient oublié les annonces d'excédents budgétaires avant ces années de crise et la volatilisation des 14 milles milliards de fonds destinés aux générations futures.

Une telle désinvolture au sommet de l'État, en plus d'être pathétique et preuve d'irresponsabilité, n'est pas de nature à apaiser les tensions sociales, loin s'en faut !

Dans la gestion d'une société à l'échelle d'une Nation, la tension, dans sa dimension globale et sa capacité à générer des crises et hypothéquer les fondements de l'unité nationale, revêt plusieurs dimensions. Notamment :

* la dimension politique avec la confiscation des libertés et le dévoiement de la démocratie, la répression systématique des forces d'opposition, les multiples violations de la constitution et des lois de la République

* la dimension socio-économique avec l'extraversion de l'économie dont tous les secteurs vitaux sont contrôlés par les affairistes étrangers, la paupérisation de la population dans toutes ses composantes, le chômage endémique des jeunes sans perspectives, la faillite des domaines de l'éducation et de la santé, l'effondrement du monde paysan dans nos campagnes faute d'infrastructures pour évacuer leur production vers les marchés, et l'urbanisation non maîtrisée de nos villes, etc...

Le guerre civile, l'émeute ou toutes autres formes d'affrontements armés ou non, ne constituent donc pas les seules expressions des tensions dans un pays. La dictature couplée avec la mauvaise gouvernance est, au niveau des Nations, les véritables sources des tensions.

Aujourd'hui, pendant que Dolisie, la troisième ville congolaise en nombre d'habitants est atteinte par une épidémie mortelle, les autorités politiques nationales festoient à Brazzaville. La priorité est à la célébration du Festival Panafricain de la Musique (FESPAM), un festival qui n'a jamais rien rapporté aux artistes musiciens congolais, depuis plusieurs décennies qu'il a été institué.

En lieu et place de l'État qui devait mobiliser les moyens à la hauteur du danger qui menace les populations de Dolisie et déclarer l'état d'urgence sanitaire, c'est un Ministre originaire du Niari, Pierre MABIALA qui lance une collecte de fonds, dont le premier donateur sur la liste est curieusement le Président de la République, avec la modique contribution de dix millions (10.000.000) FCFA.

Dix millions seulement, alors que pour des événements privés tels les mariages, anniversaires et autres moments de jouissance de sa progéniture, le Président de la République arrive à dépenser des sommes allant au-delà du milliard de FCFA. Dix millions de charité personnelle, de la part de l'ordonnateur principal du budget de la Nation, pour répondre à une crise sanitaire qui appelle à la mobilisation des moyens de l'État de façon vigoureuse et urgente.

Autre attitude irresponsable d'injustice et de mépris des gouvernants, susceptible d'attiser les tensions dans le pays.

Interrogé également par France 24 au sujet d'une possible libération des prisonniers politiques, au nom de la réconciliation nationale, le Président SASSOU NGUESSO a une fois de plus botté en touche, en niant l'existence des prisonniers politiques au Congo.

Pour lui, le Ministre André OKOMBI SALISSA et le Général Jean Marie Michel MOKOKO, deux anciens candidats contre lui à l'élection présidentielle du 20 Mars 2016, incarcérés et condamnés à 20 ans de réclusion au lendemain du scrutin que le candidat SASSOU NGUESSO avait réellement perdu, seraient des prisonniers de droit commun.

Dans sa conception discriminatoire de la réconciliation nationale, le Président du Comité Central du PCT, a toujours agi en fonction des vils calculs de la conservation de son pouvoir. La main tendue aux forces d'opposition est assujettie à l'inique condition de soumission ou d'allégeance au pouvoir du PCT. Situation à laquelle, hélas, ont succombé plusieurs anciens opposants défaitistes, depuis le retour au pouvoir du PCT par les armes en octobre 1997.

En effet, autant il aborde avec cynisme le sort injustement infligé à André OKOMBI SALISSA et Jean Marie Michel MOKOKO, enfermés voici plus de sept ans à la maison d'arrêt de Brazzaville, autant il a offert, sans hésiter, l'amnistie et un accord politique à Frédéric BITSANGOU alias NTOUMI, pourtant traité auparavant par lui-même et par toutes les autorités du PCT de terroriste, responsable d'une prétendue rébellion armée à l'origine des expéditions militaires punitives de 2016 à 2018, ayant endeuillé et détruit à plus de 90% le Département du Pool.

Une approche injuste de « deux poids, deux mesures », de la réconciliation nationale, pratiquée selon le bon vouloir de « l'Empereur ».

Autrement dit, il est plus facile à une rébellion armée de bénéficier d'un règlement politique de son conflit avec le pouvoir du PCT, qu'à deux anciens candidats à l'élection présidentielle, condamnés à 20 ans pour avoir osé défier et vaincre ce pouvoir par les urnes.

Le Président de la République se trompe de ne prendre en considération que les tensions d'origine militaire, parce que l'histoire au Congo et ailleurs en Afrique, nous montre que les révolutions ont souvent eu pour catalyseur les tensions socio-économiques.

Est-il besoin de rappeler que le mouvement populaire des 13, 14 et 15 Août 1963 a eu pour étincelle les revendications sociales non satisfaites par le Gouvernement ?

Est-il aussi besoin de rappeler que la révolution du printemps arabe, a eu pour point de départ, la grève du pain en Tunisie, qui est la cause du départ du pouvoir du Président Ben Ali ?

C'est pourquoi, en considération de l'analyse des faits ci-dessus, la CJ3M estime que l'IMPERATIVE DE RECONCILIATION NATIONALE, toujours rejetée par le Président SASSOU NGUESSO et ses partisans, demeure l'unique porte par laquelle, notre pays en plein naufrage, pourrait sortir de la logique de l'échec où l'ont enfermé les pratiques des dirigeants successifs du Parti Congolais du Travail (PCT), au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

En 1991, en plein débats critiques contre la gestion du pays depuis l'indépendance, le Président SASSOU NGUESSO avait eu l'élégance de prononcer, dans un discours solennel, la célèbre phrase "J'ASSUME ", en guise de repentance au nom des préjudices causés au pays par lui-même, ses hommes de main et par certains de ses prédécesseurs au sommet de l'État.

Ce sursaut patriotique l'amènera plus tard, à accepter, non sans amertume, mais dans l'humilité, le verdict des urnes ayant porté Pascal LISSOUBA à la présidence de la République en 1992, et à procéder avec lui de manière républicaine, à la passation pacifique du pouvoir. Un des plus beaux, mais hélas trop bref moment de notre histoire démocratique.

Car quelques mois seulement après, le Congo connaîtra le cycle infernal de trois guerres civiles meurtrières et dévastatrices, en 1993, 1997 et 1998.

Aujourd'hui, à une vingtaine de jours de la commémoration du 63^{ème} anniversaire de l'indépendance, le moment n'est-il pas venu, pour le Président SASSOU NGUESSO, de sortir de sa posture partisane et se laisser guider, comme en 1992, par les seules considérations de l'intérêt supérieur de la Nation ?

La Nation en péril et le peuple congolais résigné et fatigué par 63 ans d'indépendance introuvable, de luttes fratricides pour le pouvoir et une existence de misère en dessous du seuil de pauvreté, attend du Président de la République des actes forts de salut national et des mesures d'apaisement, afin de recréer les conditions du sursaut collectif et patriotique dont le pays a tant besoin pour se reconstruire.

La libération sans conditions des prisonniers politiques, l'amnistie générale et autres mesures susceptibles de ramener au pays tous les compatriotes exilés pour des poursuites ou condamnations par une justice aux ordres de la « cour impériale ».

Aujourd'hui, le moment n'est-il pas venu pour tous les acteurs politiques, pouvoir et opposition, de faire une halte, et de se regarder les yeux dans les yeux, de porter ensemble notre plus grande attention sur le Congo, notre pays qui se meurt, emporté par la haine de l'autre, submergé par les rancœurs accumulées à travers plusieurs contentieux non résolus ?

Le moment n'est-il pas arrivé enfin, pour qu'ensemble, pouvoir, opposition et société civile, prenions l'engagement de sauver la Nation et préparer dans l'unité et la concorde nationales espérées par tous, de toutes nos forces, la transition générationnelle du pouvoir politique vers la jeunesse congolaise, qui se trouve hélas en plein désespoir et en total désarroi ?

Face au péril de la division du peuple, fondée sur la pratique du tribalisme, de l'ethnocentrisme, du népotisme, du favoritisme et du clientélisme, le Président SASSOU NGUESSO, constitutionnellement garant de l'unité et la concorde nationales, est seul RESPONSABLE devant la Nation, le Peuple, l'Histoire, sa Conscience humaine et devant Dieu.

Le 23 juillet 2023

Pour le Bureau Coordonnateur National de la CJ3M
Le Président

Jean Félix DEMBA-NTELO

